

# Le football des hypocrites

L'éphémère « Super League » n'est pas une création hors du temps ni une menace définitivement conjurée. Elle est l'aboutissement d'une orientation stratégique bien précise qui a gouverné le football ces dernières décennies. Avec la « nouvelle » Ligue des champions, est-on vraiment convaincu que ce sera mieux ?

ROCCO MINELLI

À première vue, la sécession des « 12 » (Arsenal, Chelsea, Liverpool, Manchester City, Manchester United, Liverpool, Tottenham ; Inter, Juventus, Milan ; Barcelone, Real) ressemble à une révolution d'opérette, qui n'aura duré que 48 heures. Un raid éclair que la raison aura éparpillé ramenant les brebis égarées, à deux moutons noirs près, au bercail avec « papa » Ceferin prompt à leur pardonner parce que « l'UEFA est une grande famille. » Les traîtres du « Big 6 » sont devenus des héros, et tant pis s'ils ont trompé deux fois la confiance de l'autre : l'UEFA puis leurs alliés d'un jour. Il ne faudrait pas que les larmes de joie pour ces retrouvailles embuent les esprits : l'UEFA n'a pas transformé ses bureaux en une version revisitée de l'armée du salut pas plus que Nacer al-Khelaïfi, le président du PSG, membre éminent de BeIN Sports et du comité d'organisation de Qatar 2022 surtout, n'est devenu l'abbé Pierre.

Le propos ici n'est pas de trancher le pour ou le contre du projet mort-né, mais bien de souligner à quel point les réactions unanimes à son encontre, joueurs, entraîneurs, dirigeants confondus, ont été hystériques. Et hypocrites. Quand Aleksandar Ceferin, le président de l'UEFA, dénonce « l'avidité » de la proposition, quand Gianni Infantino, le président de la Fifa, poursuivi entre parenthèses pour corruption, stigmatise « l'égoïsme » de ses pères fondateurs, ils se moquent du monde ! Ils oublient les perversions, les réelles préoccupations de leur institution ou les libertés, euphémisme, prises par leurs prédécesseurs, Platini ou Blatter.

L'objectif des élites, c'est la stabilité financière pourtant contradictoire avec les aléas d'un match

Mais où ont-ils vécu, tous ces détracteurs, ces nostalgiques du football d'hier, ces 40 dernières années ? La Premier League, la Ligue des champions et ses multiples réformes ne leur disent rien ? Les clubs, l'UEFA ne les ont pas voulus pour renforcer la démocratie du football, mais bien pour servir les plus riches. Comme se proposait aussi de faire la « Super League », d'une manière plus brutale, en fermant ses portes, mais avec ce même principe inégalitaire en tête.

## Parmi les plus corrompus

Ce qui dérange l'UEFA et la Fifa, ce n'est pas que l'éthique du sport soit souillée, non, mais qu'elles n'aient plus accès au profit. L'histoire de ces fédérations ne raconte pas autre chose. La Fifa est une des organisations officielles parmi les plus corrompues et l'UEFA a enterré la Coupe des champions pour la Ligue des champions (1992), résolument tournée vers les « grands. » Ses deux dernières réformes en date (2018, à partir de 2024) ont appuyé le trait avec, d'abord, 30 % des bénéfices nets destinés à une prime historique (apanage de la noblesse en culotte courte), et ensuite, avec le prochain élargissement à 36 clubs, la garantie pour les « grands » d'une invitation d'office en cas de contre-performance (une 5<sup>e</sup> place) dans leur championnat... Sans compter une phase de groupe plus longue (10 matchs au lieu de



En matière de gestion, le Bayern de Munich fait figure de modèle. La plupart des dirigeants pourraient y effectuer un stage. © REUTERS.

6), qui promet d'être encore plus ennuyante, pour dégager toujours à l'intention des mêmes une plus ample marge de rattrapage. Les instances enfoncent à chaque fois, un peu plus profondément, le même clou : réduire les (mauvaises) surprises potentielles et donc l'incertitude, fondement même du sport. L'objectif des élites, c'est la stabilité financière contradictoire avec les aléas d'un match. La « Super League » ne voulait pas autre chose, juste, au passage, évincer totalement l'UEFA, « redondante et opportuniste », pour prendre le contrôle financier intégral du tournoi, des négociations commerciales à la distribution des recettes.

Très dur contre cette « Super League », Gary Neville a sans doute oublié que son Manchester United, celui de son époque, faisait partie de ce « Big 5 » (avec Liverpool, Arsenal et Tottenham, déjà, plus Everton) qui avait menacé de quitter la « First Division » pour lancer leur propre compétition et se partager entre eux les droits télé et profits du merchandising. C'est sur ce chantage que s'est constituée la Premier League, officiellement en février 1992. Dans les années '80, en parallèle avec l'accroissement puis l'explosion à la fin de cette décennie des droits de diffusion en Angleterre, le « Big Five » réclamait régulièrement, et obtenait, une part de plus en plus importante de ces indemnités audiovisuelles, historiquement égalitaires dans leur distribution parmi les 92 clubs professionnels de la Football League depuis le premier « deal » négocié avec la BBC pour « Match of The Day » en 1965 contre 5.000 livres. Jusqu'à l'ultimatum fondateur de la Premier League : le « Big 5 » exigea alors de la Fédération anglaise que celle-ci ne gère non seulement plus les négociations commerciales, mais qu'en outre, tous les bénéfices reviennent exclusivement aux 22 clubs de la naissante Premier League. Ce bras de fer anglo-anglais rappela furieusement celui qui nous a occupés cette semaine, avec, en filigrane, le même argument des plus riches : « Nous prenons tous les risques financiers, nous apportons une valeur plus que substantielle au produit, il n'est pas juste qu'une organisation en

empoche les bénéfices tout cuits et décide à notre place. »

## Un système inégalitaire

Or, la prospérité de la Premier League, sa persistante suprématie sur tous les autres championnats, n'est plus à démontrer. Le modèle anglais a sublimé la relation entre le football et le business. Il a certifié cette alliance intéressée qu'on a baptisée pudiquement « football moderne. » Improprement aussi puisque ses racines plongent 40 ans en arrière.

Cependant, le fiasco de la « Super League » n'a pas résolu pour autant le problème fondamental du football actuel. Malgré sa communication confuse, ce « coup d'Etat » avorté l'a au contraire mis en exergue de manière plus aiguë, urgente encore. L'industrie « football » flirte avec la banqueroute, avec des entrées inférieures aux frais de fonctionnement, le salaire des joueurs surtout qui en représentent de 60 à 70 %. Le système actuel, gonflé artificiellement ça et là par les pétrodollars, d'Abramovich, du Qatar ou des Emirats, et dont les vrais maîtres du jeu, depuis l'arrêt Bosman (1995), sont les agents de joueurs, tourne dans un cercle vicieux. Idéalement, les « 12 » auraient gagné 2 fois plus avec la Super League mais, dans le même temps, les joueurs auraient réclamé un salaire triple. Une course perdue à l'avance qui expirera dans un essoufflement fatal.

Alors, quand Ceferin aura fini d'embrasser ses « enfants prodiges », il serait bien qu'il se penche, avec tous les clubs réunis, sur cette question essentielle des dépenses, condition sine qua non à la viabilité des clubs et donc du football, que la énième réforme de la CI ne résoudra pas. Comme elle n'empêchera pas le spectre d'une « Super League ». « Salary cap » (plafond salarial), « Luxury Tax » (au-delà d'une certaine dépense convenue, l'excédent est reversé dans un fonds de solidarité) et révision complète du Fair-play financier (FFP) qui a, de manière perverse, creusé encore plus l'écart entre les riches et les pauvres. Il serait bien aussi, et cohérent avec ses propos, que l'UEFA se préoccupe aussi, vraiment, de ses « petits » clubs, en augmentant le fonds de solidarité plutôt qu'en le réduisant proportionnellement après chaque réforme.

Puis simplement encore : la plupart des dirigeants pourraient effectuer un stage de gestion au Bayern Munich.

## finances

### Un jackpot pour boucher les trous

B. P.

« It's all about the money », dit le chanson. Ce n'est qu'une question d'argent. Il ne faut rien voir d'autre dans la tentative de création d'une Super League européenne de football. Cette compétition promettait le pactole aux clubs qui y prendraient part. Et un pactole récurrent encore bien, dans la mesure où les douze membres fondateurs (auxquels auraient dû se joindre trois clubs supplémentaires) auraient été assurés d'y participer chaque année quels que soient leurs résultats dans leurs championnats nationaux. Pour l'heure, l'actuelle Ligue des champions rapporte un chèque de l'ordre de 50 à 80 millions (dépendant en partie du coefficient UEFA établi en fonction des résultats des années précédentes) en atteignant les huitièmes de finale, d'environ 90 millions pour les quarts, entre 100 et 110 millions pour les demis et entre 115 et 130 millions pour le finaliste et le vainqueur.

Des sommes qui pèsent lourd dans les recettes des clubs qui sont d'environ 400 millions d'euros par an en moyenne pour le top 20 européen. Des revenus fortement mis sous pression par la pandémie : selon le consultant Deloitte, pour la saison 2019-2020 – qui ne comptait « que » trois mois de matchs à huis clos –, les droits télé et les recettes de billetterie ont baissé de respectivement 23 et 17 %. Et l'on s'attend évidemment à bien pire pour la saison en cours. Déjà lourdement endettés, notamment en raison de l'inflation quasi continue des montants des transferts, les douze (ou quinze) sécessionnistes voyaient évidemment d'un très bon œil la promesse d'empocher au minimum 230 millions d'euros dès la première édition. Un ticket d'entrée assuré grâce à un prêt de la banque d'affaires américaine JP Morgan Chase de 3,2 milliards d'euros. Une somme à rembourser en vingt-trois ans, selon nos confrères du *Financial Times*, à hauteur de 264 millions d'euros par an, soit un total de plus de 6 milliards. JP Morgan serait donc largement rentré dans ses frais...

## Ce n'était que le début

Et ce n'aurait été qu'un début : le chiffre annoncé de 10 milliards d'euros de recettes annuelles atteint à terme par la Super League avait de quoi faire rêver même le plus blasé des présidents de club. Un tiers de cette somme aurait été reversé aux quinze fondateurs, un deuxième tiers aux vingt participants (les quinze fondateurs plus les cinq invités), 20 % auraient été répartis en fonction des résultats antérieurs et 15 % en fonction des audiences télé. Soit à la grosse louche, un jackpot potentiel de plus d'un demi-milliard d'euros par an pour les « traîtres » à la Ligue des champions.

D'autant que la nouvelle compétition s'accompagnait de règles financières plus strictes. Toujours selon le *Financial Times*, les clubs fondateurs s'étaient entendus pour limiter leurs dépenses sportives (salaires des joueurs, transferts et commissions des agents) à 55 % de leurs revenus, comme cela se pratique dans les ligues américaines (NFL, NBA...). Or aujourd'hui, la seule masse salariale des joueurs dépasse les 70 % dans certains clubs européens (Barcelone, Juventus). Les clubs auraient ainsi pu dégager de nouvelles marges pour se désendetter... ou davantage rémunérer leurs actionnaires. « It's all about money », on vous le disait.